

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 12 octobre 1995.

Présents:

Madame VAN CAUWELAERT-DE WYELS A., Président.

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président
messieurs DECLERCK et VAN EECKAUTE, membres effectifs
madame CLAES, membre suppléant

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration,
adjoint bilingue.

27.146/I/PF/RC
CB

Le Ministre de l'Economie a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet de deux projets d'arrêtés royaux, l'un déterminant les grades constituant un même degré de la hiérarchie et l'autre fixant les cadres linguistiques du Bureau fédéral du Plan.

Sur la base des articles 43, § 3, 5e alinéa, 60, § 1 et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ces projets en ses séances des 28 septembre et 12 octobre 1995, et a émis lors de cette dernière séance l'avis unanime suivant :

2.

1. Projet de degrés.

Le Ministre propose les grades constituant les mêmes degrés de la hiérarchie suivants :

1er degré : Commissaire au Plan, Commissaire adjoint au Plan et Conseiller au Plan;

2ième degré : Conseiller;

3ième degré : Conseiller adjoint-chef de service, Attaché et Conseiller adjoint;

4ième degré : Secrétaire d'administration et Traducteur-réviseur;

5ième degré : Traducteur et Programmeur;

6ième degré : Chef administratif, Assistant administratif, Programmeur de 1ière classe et Programmeur de 2ième classe;

7ième degré : Commis;

8ième degré : Ouvrier qualifié;

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées conformément à l'article 54, alinéa 2, des L.L.C.

La C.P.C.L. émet un avis favorable au projet du Ministre.

II. Projet de cadres linguistiques.

Le Ministre propose de répartir comme suit entre les cadres linguistiques les emplois du cadre organique.

I. Les Membres

DEGRES	Cadre N	Cadre F
1	3	3
3	16	16

II. Le personnel administratif, de maîtrise, de métier et de service

DEGRES	Cadre N	Cadre F
2	3	3
3	1	1
4	1	1
5	2	2
6	8	8
7	2	1
8	1	1

III. Cadres en extinction.

5	2	-
6	-	3
8	1	-

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées.

Domaines d'activités du Bureau fédéral du plan.

Le Bureau fédéral du Plan est chargé d'analyser et de prévoir l'évolution socio-économique, les facteurs qui déterminent cette évolution et d'évaluer les conséquences des choix de politique économique et sociale en vue d'en améliorer la rationalité, l'efficacité et la transparence.

Il procède également à des analyses structurelles à moyen et à long terme, principalement dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux.

Le Bureau fédéral du Plan est chargé d'une mission d'échange de données prévisionnelles, sous leurs aspects régionaux, fédéraux et internationaux. Cette mission s'étend aux domaines économique, social et environnemental.

Prévisions et projections.

Dans le prolongement de ces projections, le Bureau fédéral du Plan étudie différentes variantes de politique économique. Il construit aussi des projections à moyen et long terme dans des domaines plus spécifiques tels que la construction, l'énergie, la sécurité sociale, l'emploi, les écotaxes, etc...

Analyses et recherches.

Le Bureau fédéral du Plan est de plus en plus sollicité pour réaliser des évaluations prospectives à posteriori des politiques des domaines où sa compétence est reconnue. Elle couvre à la fois le domaine économique, social, budgétaire et financier.

Information statistique et construction de logiciels.

Le Bureau fédéral du Plan établit souvent des fichiers statistiques originaux, élabore, seul ou en collaboration avec des centres universitaires et d'autres organismes publics, des bases de données informatisées qui sont mises à la disposition de nombreux utilisateurs. Il a acquis une expérience dans la construction de logiciels de modélisation et de prévisions qui sont diffusés à l'extérieur.

Analyse du projet.

I. Emplois d'un degré égal ou supérieur au grade de directeur.

Dans le projet soumis, le Ministre ne propose pas de cadre bilingue.

L'article 43, § 3, 2ième alinéa dispose cependant que le cadre bilingue doit comporter 20 % de l'effectif global des fonctions égales et supérieures à celles de directeur. En application de cette disposition légale, la C.P.C.L. est d'avis que, sur 12 emplois de direction, 2 doivent être réservés au cadre bilingue. L'arrêté royal à intervenir devra déterminer à quel degré les deux emplois bilingues seront attribués.

II. Emplois d'un grade inférieur à celui de directeur.

Selon les renseignements communiqués, les tâches effectuées par le Bureau du Plan sont essentiellement d'étude et de conception, et par ailleurs ne sont pas localisées mais concernent l'ensemble du pays. Il est par conséquent impossible de donner une pondération des travaux par région et il semble équitable de répartir paritairement le personnel du rôle linguistique français et du rôle linguistique néerlandais.

Vu la nature des tâches du Bureau fédéral du Plan, la Commission marque son accord à la proposition ministérielle, qui prend en considération le volume de travail des affaires traitées en français et en néerlandais et doit permettre une application correcte des articles 39 à 42 des L.L.C.

Le présent avis est notifié au ministre de l'Economie qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera

Fait à Bruxelles, le 12 octobre 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS